

Deuxième convocation : compte rendu du CTL du 06/04/2022

Suite au vote contre unanime des organisations syndicales sur le point sur le CGF, le CTL était reconvocué. La discussion s'est portée sur ce point unique puis nous avons abordé, à notre demande, le dossier des PCE puis quelques questions diverses.

Comme lors de la première convocation, les débats ont été l'occasion de constater un spectaculaire flottement dans l'équipe de Direction. Encore une fois cela n'est pas une bonne nouvelle quand au final ce sont les équipes et les agente-s qui trinquent...

Vous trouverez notre déclaration liminaire initiale puis nos comptes rendus ici :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/271-liminaire-ctl-du-28-mars-2022.html>

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/273-lou-roumegaire-ctl-du-28032022.html>

Création du CGF au 01/05/2022

Nous sommes revenus sur notre ressenti négatif quand suite à « l'ouverture » du dernier CTL (demande du Directeur Régional de revoir les plans du services en intégrant les demandes et aspirations des agent-e-s) la visite juste après du Directeur de Pôle a été l'occasion de refermer toute discussion avec un ton peu respectueux de l'enjeu incontournable d'associer les personnels.

Néanmoins nous sommes revenus de manière constructive pour relayer l'aspiration des agent-e-s et leurs demandes exprimées. Sur les sujets RH (droit à Télé travail et aux congés) les consignes ont été données favorablement aux demandes. Sur la question du renfort du service, et des retards éventuels liés au processus de formation des collègues, il est envisagé un soutien interne à la Division.

Concernant le dossier des locaux, et le lien avec l'organisation du travail et les attentes exprimées par les agent-e-s, nous sommes revenus sur la situation actuelle avec les plans initialement proposés sans prise en compte rapide des évolutions envisagées par les ergonomes. Nous avons renouvelé notre critique de « loupé » de la Direction sur la prise en compte dès le début du processus de l'association aux agent-e-s.

Nous sommes revenus sur l'enjeu de prise en compte des cultures issues de la Justice et de la DGFIP qui nécessite le respect de toutes les parties pour des débuts opérationnels. Nous sommes également revenu sur l'enjeu de respecter et associer tous les personnels de la Division, en particulier, sur les modifications d'équipes ou d'installation.

Le Directeur Régional a convenu des difficultés d'associations des agent-e-s et a de nouveau souligné l'importance de réussite de la nouvelle équipe et l'enjeu de se connaître et respecter entre deux cultures administratives différentes initiales. L'enjeu de l'organisation du travail sera ainsi essentiel, tant dans le pilotage que le soutien technique aux équipes.

Suite à la demande de Solidaires il a convenu d'un point d'étape « métier » fin juin sur l'organisation du travail et les attentes des personnels sur les locaux. Sur ce point l'équipe de Direction travaillera immédiatement (préconisation des ergonomes, diagnostic amiante, devis, calendrier possible) pour des travaux les plus rapides possibles d'ici septembre/octobre et décliner les choix des équipes.

Nous resterons pleinement mobilisés pour accompagner et soutenir les personnels sur ce dossier.

Situation des PCE Ranguel et Mirail

Suite aux annonces de « gel » du dossier de création de A encadrants dans les deux PCE lors du dernier CTL (cf : <https://sections.solidairesfinancespubliques.info/310/272-tract-ctl-mars-les-pce.html>), nous avons de nouveau constaté le flottement de travail dans l'équipe de Direction avec le Directeur Régional qui a multiplié les critiques du projet envisagé qu'il avait donc « découvert » : « une rupture de la chaîne de Direction », « il n y a pas de projet », « je regrette cette situation et le manque de diagnostic et travail commun préparatoire ». Il a évoqué un travail nécessaire sur le pilotage et l'animation des PCE en lien avec les besoins des équipes, la doctrine d'encadrement à respecter, un diagnostic élargi à la situation nationale, et donc un travail à mener sans évoquer de dates...

Solidaires Finances Publiques 31 est dès lors intervenu pour dire que ce n'est pas nous qui avons inventé le sujet mais que nous avons joué notre rôle pour interpeller la Direction pour qu'elle présente les détails de ce qu'elle envisage, ce qu'elle a été incapable de faire. Surtout nous avons souligné l'enjeu incontournable et urgent de répondre aux difficultés de nos collègues en PCE (tâches de l'encadrement, absences, situations des effectifs, place de l'expertise, charge de travail, besoin de soutien technique). Il est nécessaire de procéder à un soutien effectif des équipes par l'affectation des emplois non pourvus (du cadre IDIV de Ranguel aux A et B nécessaires) avec un soutien effectif des deux PCE.

Au vu de ce « pataquès » inédit il est de la responsabilité de la Direction de soutenir de toute urgence les équipes et engager un dialogue respectueux et fiable. Solidaires Finances Publiques 31 poursuivra son travail sur ce dossier en soutien des agent-e-s.

Questions diverses :

Trésorerie de Villefranche : Le Directeur a de nouveau (cf notre compte rendu initial) souligné les problèmes de locaux du poste avec un dialogue pas satisfaisant avec la municipalité. Ils envisagent dès lors si la situation n'évolue pas de supprimer le service. Solidaires Finances Publiques31 a rappelé les critiques des élu-e-s du Lauragais sur l'impact néfaste du NRP pour ce territoire et l'importance de la présence de notre administration pour ces populations.

Résidences des Carmes/Cité Administrative/ Balma/ Rue des Lois et Place Occitane : Le Directeur, interpellé sur les services des Carmes, a de nouveau évoqué l'éventuelle suppression de la Redevance et le projet de vente des Carmes. Il a dès lors évoqué l'étude de localisations de la TTA soit sur la nouvelle Cité Administrative, soit sur le site (cf notre compte rendu du CTL initial) de Balma soit Place Occitane (dans le cadre de « bougés » de services vers la rue des Lois. Sur ce dossier nous avons demandé transparence et information aux collègues, en particulier sur les calendriers envisageables.

Accueils de proximités et horaires d'accueils des usagers dans les services : comme déjà présenté lors du dernier CTL, une présentation devrait être faite rapidement sur les conditions de sécurité des accueils de proximité. De plus en juin un CTL devra présenter les pistes envisagées sur les horaires harmonisés des services. Nous serons particulièrement mobilisés sur ce dossier tant pour les besoin des équipes que sur l'importance de ne pas toujours et encore dégrader le service aux usagers.